



CHRONIQUE PRISON – JUSTICE

1/2 novembre – La perpétuité requise contre le frère de Mohamed MERAH. Pour l'avocate générale il est l'idéologue des attentats commis à TOULOUSE et MONTAUBAN en mars 2012. « Quand une organisation professe que pour aller au paradis, il faut tuer des gens sur terre, ça concerne l'ordre public ».

A LYON, un procès pour abus de faiblesse envers une ancienne cantatrice. Deux ans de prison avec sursis ont été requis contre le chef d'orchestre Jean Christophe KECK.

Arbitrage TAPIE : les derniers recours rejetés. Les magistrats instructeurs peuvent ordonner son renvoi ou décider d'un non-lieu. M. TAPIE entend former un pourvoi mais celui-ci n'est pas suspensif.

Manifestation contre POLANSKI à la cinémathèque. La venue du réalisateur poursuivi pour viol sur mineures a mobilisé des féministes le 30 octobre.

Dépénaliser et décriminaliser la consommation de drogue : une aberration ? Tribune : des psychiatres et des addictologues mettent en lumière les retombées positives obtenues dans les pays ayant expérimenté la levée de la prohibition de la drogue. En dépénalisant les utilisateurs on offre la possibilité au consommateur de ne pas rompre totalement le lien social.

Un an, 11 mois et 18 jours d'urgence. Le régime d'exception s'est transformé en piège politique, prorogé par 6 lois votées à la quasi-unanimité. Malgré une efficacité de plus en plus contestée et un usage parfois détourné.

3 novembre – En France, un antisémitisme du quotidien. La stèle d'Ilan HALIMI jeune juif torturé à mort en 2006 a été profanée dans un parc de BAGNEUX. Dans plusieurs villes, notamment en banlieue, des familles racontent les violences, les menaces, les insultes qu'elles subissent. Les géants d'internet sont trop laxistes sur les flots de haine qui se déversent quotidiennement en ligne.

4 novembre – Procès MERAH : un verdict sur mesure. La condamnation du frère du terroriste de TOULOUSE à 20 ans de prison satisfait les avocats mais indignes certaines familles des victimes. Le verdict est à mi-chemin entre la perpétuité souhaitée par l'accusation et l'acquittement réclamé par la défense. « Il a déjà fait 5 ans. Dans 15 ans il sera dans la rue et sera un danger pour nos jeunes » Latifa Ben Ziaten nièce d'une des victimes.

Tariq RAMADAN porte plainte à son tour pour subornation de témoins.

Marche silencieuse en hommage à la joggeuse disparue. Son corps calciné a été découvert dans un bois.

5 novembre – Procès de l'insupportable quotidien d'ALZHEIMER, jusqu'à l'homicide. Hubert O., 80 ans, a étouffé son épouse atteinte d'ALZHEIMER. Il a été condamné à 5 ans de prison avec sursis.

Un nouveau procès MERAH est-il nécessaire ? Le parquet a fait appel du verdict de la Cour d'Assises spéciale de PARIS. Il entend convaincre les juges que l'accusé doit être reconnu coupable de complicité.

A la Chambre de Commerce et d'Industrie d'AJACCIO, l'ombre de la « mafia » et l'impuissance de la justice. 20 élus avaient démissionné en mars pour dénoncer des pressions. L'enquête préliminaire vient d'être classée sans suite. Un chef d'entreprise corse décide de briser la loi du silence à propos d'un système d'entente dans l'attribution des marchés publics.

7 novembre – Les 350 Milliards cachés de l'évasion fiscale. Ils sont soustraits à la fiscalité des Etats, 120 Milliards pour l'Union Européenne, 20 Milliards pour la France. « Paradise Papers » enquête du Monde, du Consortium international de journalistes et de 95 médias partenaires. Des progrès incontestables contre l'évasion fiscale ont été réalisés ces dernières années mais l'inertie fiscale reste forte.

Une nouvelle tuerie fait 26 morts dans une église au Texas. Un mois après la tragédie de Las Vegas, les timides projets de législation contrôlant les armes à feu s'enlisent.

Meurtre d'un élu en Corse du Sud. La victime était inconnu des services de police.

Marche silencieuse en hommage à la joggeuse assassinée

Fin de cavale pour le parrain marseillais Gérard CAMPANELLA. Son ADN apparaît sur une douille lors d'un règlement de comptes en 2016.

8 novembre – « Paradise Papers » Facebook, Nike, Apple... la grande évasion fiscale. Selon Gabriel ZUCHAN « 40% des profits des multinationales sont délocalisés dans des paradis fiscaux ».

Tariq RAMADAN dépose une nouvelle plainte pour diffamation après la publication par la Tribune de Genève de témoignages de 4 femmes dont deux étaient mineures au moment des faits en 1980 et 1990.

Mandat d'arrêt contre un proche de Salah ABDESLAM incarcéré en TURQUIE, il est soupçonné d'être un logisticien de la cellule djihadiste.

Enquête ouverte après des menaces de mort contre « Charlie Hebdo » suite à la caricature de Tariq RAMADAN.

A BOIS d'ARCY, des cellules de 9 m² pour trois détenus. La Présidente de la commission des lois de l'Assemblée Nationale a visité par surprise la Maison d'Arrêt. « On n'a pas beaucoup de financement au Ministère, alors on fait avec les moyens du bord » Odile CARDON directrice de la Maison d'Arrêt. 976 détenus pour 515 places, taux de remplissage 190% - 30% des détenus souffrent de troubles psychiatriques lourds. Yaël BRAUN PIVET plaide pour une diversification des établissements pénitentiaires : prison spécifiques pour les malades mentaux, « prisons ouvertes » pour 10 à 15% des détenus qui ne posent pas de problème de sécurité.



9 novembre – Dix interpellations en France et en Suisse dans le cadre d'une opération antiterroriste. Les suspects participaient à un groupe de discussion de la messagerie cryptée Telegram où ils tenaient des propos islamistes « inquiétants ».

Baisse des braquages en France : -24% en un an. Depuis 2009 baisse de 60% 4000 victimes de moins.

Tariq RAMADAN mis « en congé » d'OXFORD. Accusé de viols, l'islamologue n'enseignera plus.

« Paradise Papers » trusts, offshore : l'opacité des grandes fortunes. Bernard ARNAULT, PDG de LVMH place ses actifs dans 6 paradis fiscaux différents.

10 novembre – La police patine sur les attaques de la gauche radicale. Incendies, dégradations et revendications se multiplient sans qu'il soit possible d'en identifier les auteurs. « L'ultragauche, c'est globalement 2000 personnes en France et c'est tout sauf une organisation carrée » Bernard LIZURCY directeur général de la gendarmerie nationale.

A MARSEILLE, la justice veut liquider les « charbonneurs ». Le parquet a requis un total de 125 ans de prison contre 27 prévenus pour libérer la cité des Lauriers du trafic de drogue. « on est dans une logique entrepreneuriale avec une division du travail » Sophie COUILLAUD procureur de la République.

Affaire FERRAND : Anticor dépose plainte à PARIS pour relancer l'enquête à propos du bien acquis par la compagnie de M. FERRAND et loué ensuite aux Mutuelles de BRETAGNE.

13 novembre – 13 Novembre : la révélation de l'enquête. Les attentats ont fait 130 morts et 683 blessés. Les attaques djihadistes ont été pensées très en amont. Un plan hors norme conçu depuis la Syrie, la Grèce et la Belgique. 13 individus sont en détention provisoire, 2 auteurs font l'objet d'un mandat d'arrêt international.

Les djihadistes français et leur famille de retour de Syrie ou d'Iraq seront traités « au cas par cas » a déclaré Emmanuel MACRON.

La justice tente la déradicalisation hors prison. 500 détenus sont poursuivis ou condamnés pour des crimes ou délits liés au terrorisme. 200 sont passés par les nouveaux quartiers d'évaluation de la radicalisation (QER). 75 sont maintenus à l'isolement. 1200 détenus sont identifiés comme radicalisés. 27 prisons ont mis en place un programme spécifique pour détenus radicalisés. 135 personnes sont suivies par l'Administration Pénitentiaire en milieu ouvert. L'association de politique criminelle appliquée et de réinsertion sociale (APCAAS) est chargée de l'expérimentation en Ile de France (RIVE). « le but est de leur donner envie de se réinsérer ».



14 novembre – La chancellerie veut simplifier le dépôt de plaintes pour violences sexuelles. Projet de pré-plainte en ligne, les victimes ne devraient plus d'abord se présenter au commissariat.

Indignation après l'acquittement d'un homme jugé pour viol. La victime était une fillette de 11 ans. Une loi sur l'âge du consentement est à l'étude, 13 ans ou 15 ans.

15 novembre – Banlieues : le message de MACRON. Il tente de casser son image de « président des riches ». Création d'une police de sécurité du quotidien, l'agence nationale de rénovation urbaine dont le budget doit doubler, dispositif des « emplois francs ».

La justice pourra bientôt user de logiciel espion. Une nouvelle unité de la DGSI pourra travailler avec les enquêteurs pour pirater les appareils de suspects dans des affaires de terrorisme mais aussi pour beaucoup de crimes et délits en bande organisée.

16 novembre – La banque HSBC paie 300 Millions d'euros et évite un procès pour blanchiment de fraude fiscale. C'est la toute première transaction judiciaire à l'américaine signée en France. Deux anciens dirigeants restent poursuivis au pénal dans le cadre de cette affaire de fraude estimée à 1,6 Milliards d'euros.

La Ligue des droits de l'homme attaque la loi antiterroriste. 4 questions prioritaires de constitutionnalité ont été déposées « l'autorité judiciaire est dépossédée de la compétence qui lui revient » Patrice SPINOSI avocat de la LDH.

17 novembre – Mort de l'anthropologue Françoise HERITIER. « Une de ses plus grandes satisfactions morales c'est d'avoir pu contribuer à faire passer la médecine pénitentiaire de la Justice au Ministère de la Santé ». En tant que Présidente du Conseil national du Sida.

Prostitution : « je voulais arrêter, il me fallait de l'aide ». Seules 25 femmes sont entrées dans le dispositif prévu par la loi en 2016.

Plus d'un Français sur 5 maltraité dans l'enfance. 16% des personnes interrogées disent avoir subi des violences sexuelles. Sondage de l'Enfant bleu.

Mehdi NEMMOUCHE mis en examen en France pour avoir été le geolier de 4 journalistes en Syrie. Il est poursuivi en Belgique pour l'attentat du Musée juif de BRUXELLES.

« *Le Parisien* »

« La prison doit demeurer le dernier recours ». A l'occasion des dix ans de la création du Contrôle général des lieux de privation de liberté, Adeline HAZAN soutient les alternatives à l'incarcération. Elle est favorable à un système de régulation carcérale. « Sans courage politique, la situation des prisons ne changera pas ».

« *Libération* »

Portrait de Nicole BELLOUBET, ministre de la justice.

1955 naissance à PARIS

2010 Vice-Présidente de Midi-Pyrénées

2013 Entre au Conseil Constitutionnel

2017 Ministre de la Justice.

A la fin de son mandat aura-t-elle réduit le temps qu'il faut pour être jugé, aura-t-elle fait baisser le nombre de personnes incarcérées ? Ce sont les deux critères pour déterminer si elle se tient toujours à gauche selon elle.

18 novembre – DEKHAR, « le tireur de Libé » devant les juges. En 2013, l'homme avait blessé un photographe avant de tirer devant une tour de la Défense. L'affaire avait réveillé le souvenir de la tuerie orchestrée par Florence REY et Audrey MAUPIN en 2010.

Harcèlement sexuel : la parole se libère à l'UNEF. D'ex-militantes décrivent une organisation « sexiste » qui n'a que récemment procédé à son aggiornamento.

A l'hôpital, un sexisme tellement banal. Le syndicat des internes a chiffré l'ampleur du phénomène. Des étudiantes racontent réflexions et gestes déplacés.

La France condamnée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme pour une interpellation musclée. L'homme était mort d'une défaillance cardiaque dans le fourgon des policiers, les méthodes et la force dont les policiers ont usé n'étaient pas nécessaires.

19 novembre – A LYON, un air de cannabis au quotidien. La consommation de cannabis se banalise. En un an, 4000 procédures, pour simple usage de cette substance illicite ont été engagées. Une tonne est en permanence disponible. Sauf réitération dans les 12 mois précédents, sauf délits multiples, le seul usage fait l'objet de procédures simplifiées : rappels à la loi, compositions pénales validées en maison de justice. Des amendes pour consommation de cannabis sont à l'étude.

21 novembre – Jacques TOUBON, « défenseur des droits » a appelé à la prudence à propos de la création d'un seuil de présomption de non-consentement à un acte sexuel pour les mineurs. Il plaide pour une « véritable étude d'impact » afin d'éviter une « loi de circonstance ».

Un policier tue trois personnes et se suicide à SARCELLES. Il a tiré sur son ex-petite amie et sa famille, ainsi que sur des passants. « Le sujet n'est pas le port de l'arme des policiers. Le sujet c'est la violence conjugale » Marlène SCHIAPPA Secrétaire d'Etat.

Le monde associatif lance des Etats généraux des migrations. Amnesty International, le Secours Catholique, la Croix Rouge Française, Emmaüs International se retrouvent avec des collectifs locaux d'aide aux migrants dans un mouvement unitaire. 18 décembre : journée internationale des migrants.

22 novembre – La cité du Val Fourré à MANTES-LA-JOLIE sous tension. La police est prise pour cible après une interpellation au cours de laquelle un homme a été brûlé aux mains. Le parquet a ouvert une enquête et l'inspection générale de la police nationale a été saisie. « Ce qu'on veut, c'est que les policiers arrêtent de nous traiter comme des animaux » témoigne un jeune.

Affaire GREGORY : Jacqueline JACOB peut rentrer chez elle mais n'a toujours pas le droit de communiquer avec son époux.

Ouverture d'une enquête contre FILOCHE après la diffusion d'un tweet à caractère antisémite visant Emmanuel MACRON.



L'Assemblée Nationale renforce les sanctions contre les grands fraudeurs, la peine passe de 2 à 3 Millions d'euros.

23 novembre – Gérard FILOCHE exclu à l’unanimité par le bureau national du Parti Socialiste. Il avait diffusé quatre jours plus tôt un tweet antisémite. Il est désormais sous le coup d’une enquête du Parquet de Paris pour « provocation à la haine ou à la violence ».

Une des accusatrices de RAMADAN placée sous protection policière.

24 novembre – Enquête : ces ouvrières et employées victimes de harcèlement sexuel. Dans plusieurs entreprises, des femmes racontent les abus de leur hiérarchie et de leurs collègues. Elles évoquent « la peur de parler » et de « perdre leur travail ». Policiers et gendarmes peinent à recueillir les plaintes des victimes de violences conjugales. 36555 plaintes enregistrées en 2016 en France, 84% des victimes sont des femmes.

Paris veut une réunion du Conseil de Sécurité sur la traite des migrants en LYBIE. Le trafic de migrants génère 30 Milliards d’euros, touche 2,5 Millions de personnes et 80% des victimes sont des femmes et des enfants.



25 novembre – Le féminicide fait de société. En France tous les trois jours une femme est tuée sous les coups de son conjoint ou de son ex-conjoint. 2016 : 109 victimes.



Des « équipements de torture » au salon MILIPOL. Le salon de la sécurité parisien a

exposé des matériels interdits par l'Union Européenne.

Le jeune banquier « surmené » qui escroquait sa vieille cliente Wael A. reprochait à Simone S. d'avoir proféré des « insultes racistes ».

« Le bagne de Guyane, un crime contre l'humanité » Robert BADINTER. Entre 1940 et 1943, l'Etat Français ne pouvait ignorer la terrible condition des délinquants récidivistes déportés. 40 morts par mois. Aucun responsable n'a été poursuivi ni condamné.

26 novembre – Abdelhakim DEKHAR, le « tueur de Libération » condamné à 25 ans de réclusion. Le parquet avait estimé que le principal mobile de l'accusé était de « tuer par dépit social ».

85424 plaintes pour violences conjugales en 2016. 14% des victimes déposent plainte.

TOULON : un jeune homme tué d'une balle dans la tête. Le Maire de TOULON déplore « une explosion de la violence et des trafics ».

Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Le Président de la République va annoncer des mesures : possibilité d'effectuer des signalements en ligne, recueil des preuves d'agression dans les unités médico-judiciaires sans avoir à déposer plainte, lancement d'une campagne de communication.

28 novembre – A PARIS, la mafia corse tenait en sous-main le cercle de jeu Cadet. Soupçonné d'extorsion de fonds, Jean François FEDERICI a été mis en examen. Il avait déjà été condamné à 30 ans de prison pour participation à un double assassinat en 2011.

Violences faites aux femmes : des mots forts sans moyens nouveaux. Emmanuel MACRON a proclamé la lutte contre les inégalités hommes femmes grande cause nationale du quinquennat.

L'indépendance du parquet mise en cause devant le Conseil Constitutionnel. Une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) soulevée par des magistrats devrait peser sur le projet de réforme de la justice. L'Union Syndicale des Magistrats estime que le lien hiérarchique entre le parquet et le Ministère de la Justice est contraire à la Constitution. Le Syndicat de la Magistrature appuie ce recours.

29 novembre – UNEF : enquête sur un système de violences sexistes. « les hommes se servaient de leur position et de leur aura pour avoir des relations sexuelles » raconte une militante. Les dirigeants de l'époque réfutent tout harcèlement.

Les terreurs brunes du Grand Ouest. D'ANGERS à NANTES des jeunes militants d'extrême droite ont multiplié les passages à tabac et les appels à la haine raciale. Le plus souvent ils avaient le profil d'enfants de bonne famille.

Dix-huit mois avec sursis pour une liaison avec une collégienne de 14 ans. Le prof de maths de 31 ans a reconnu avoir complètement dérapé.

Plainte d'une femme voilée contre un agent municipal à PARIS, l'homme a lui aussi saisi la justice.

Roland POVINELLI, ancien sénateur, conteste sa mise en examen pour détournement de fonds publics

« 12 jours » documentaire de Raymond DEPARDON. Il filme des audiences entre patients internés sous contrainte et juges des libertés et de la détention. Application de la loi de 2013 : dans les 12 jours un juge doit statuer sur le maintien de l'internement ou la mise en liberté.



30 novembre – L'impossible procès de l'amiante. Engagé en 1996, le combat judiciaire n'a toujours pas trouvé d'issue pénale. L'histoire de cette affaire est révélatrice des difficultés à désigner des responsables dans les dossiers de santé publique. « Tout mon travail a été bousillé. En France on ne veut pas de mise en examen de dirigeants politiques ou industriels » Marie Odile BERTELLA-GEFFROY juge d'instruction.

« le silence et l'omerta ne sont plus la loi à l'UNEF » « Il y a encore trop d'actes impunis dans le milieu universitaire » Lilâ Le Bas Présidente de l'UNEF.